



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

06-04-2015

1-La liberté de la presse un mythe ?

*2-La main mise capitaliste sur la presse
sur son secteur public audio et TV*

o o o

La liberté de la presse un mythe ?

Récemment la tragédie de « Charlie hebdo » a déclenchée une multitude de déclarations de journalistes sur leur liberté de parole et d'analyse. Sont-ils aussi libres et indépendant qu'ils le prétendent ? L'ensemble de la presse française (quotidienne, hebdomadaire, mensuelle, écrite, radios **et TV**) **est entre les mains de 27 groupes capitalistes français et étrangers**, l'audio télévision publique est entre les mains de l'état. Il faut bien faire un constat. Sur toutes les questions économiques et sociales, sur toutes les analyses de la situation internationale, sur les causes et les origines de la crise qui frappe les peuples, sur les moyens d'y mettre fin, toute la presse écrite ou parlée donne les mêmes explications.

Les attentats que nous avons vécus ont déclenché un raz de marée journalistique jouant sur l'émotion et la compassion vis-à-vis des victimes mais rien sur les raisons profondes de ces violences.

Pendant des jours, pour l'ensemble des médias, l'information fut uniquement portée sur un triangle local: siège de « Charlie hebdo », Dammartin, Porte de Vincennes. Pendant ce temps la SNCF annonce 1100 suppressions d'emplois. Silence, personne n'en saura rien. De même le saccage de la ville de Baga au nord du Nigéria et le massacre de ses 2000 habitants mené par un groupe terroriste ne suscitera aucun écho médiatique, aucune réaction des officiels français. Une vie en France vaut- elle plus qu'une vie africaine ? Seule comptait la position officielle : « la France est attaquée, c'est une nouvelle guerre, il faut l'union nationale pour sauver la patrie en danger ».

Le 12 janvier, rendant compte de la manifestation de la veille au journal de la 2 à 13 heures la journaliste N. Saint Cricq déclare « Il faut repérer et traiter ceux qui ne sont pas Charlie ». Un véritable appel à la délation qui en rappelle d'autres. Ainsi tous ceux qui ont refusé de défiler derrière Sarkozy et Hollande responsables des interventions militaires de la France, ceux qui refusent de défiler derrière B. Netanyahou dirigeant d'un pays qui occupe les territoires palestiniens depuis 1967 en dépit des décisions de l'ONU doivent être repérés et traités. C'est une conception bien particulière de la liberté d'opinion que cette journaliste exprime là. Celle de la dictature du capital qui ne supporte qu'une seule liberté : la sienne.

Dans cette affaire la presse française est restée fidèle à son histoire. Celle de la défense des intérêts de la classe dominante dont elle est le porte-voix au détriment de la recherche de la réalité.

Quelques rappels de la vie de la presse.

En France la presse n'a été libre d'exprimer la diversité des opinions qu'à de très rares périodes. Pendant la Commune de Paris dans la capitale seulement, puis quelques rares années après la Libération. A ces courts moments de l'histoire où les forces démocratiques et progressistes ont imposé au capitalisme des reculs significatifs.

Entre 1880 et 1944 les principaux titres de la presse sont aux mains du capitalisme sauf le journal **L'humanité** fondé par **J. Jaurès** en 1904. Citons : **Le Matin**, **Le Petit Parisien** soutenu par le groupe Dalloz, **Le Figaro** du parfum Cory qui entre 1924-28 verse à titre personnel 2 millions à l'Action Française, **Paris Soir** propriété du patron des textiles Prouvost, **Le Temps** détenu en sous-main par le patronat de la sidérurgie, etc., etc. L'idéologie dominante tient la plume.

La Commune de Paris vaincue c'est le déferlement de haine envers les Communards qui ont refusé la capitulation face aux Prussiens et adopté les importantes mesures sociales qu'on sait. « **Le Figaro** » se distingue dans cet exercice.

Pendant l'affaire Dreyfus, l'antisémitisme est porté à la hauteur d'une référence nationale. Avec Dreyfus tous ceux qui disaient leurs doutes sur sa culpabilité sont traînés dans la boue.

Largement arrosée par l'ambassade tzariste à Paris la presse fait campagne en faveur des emprunts russe qui vont servir au développement capitaliste en Russie, au soutien du régime tzariste avec son cortège d'antisémitisme et de répression sanglante des grèves et mouvements populaires.

La préparation des esprits pour faire accepter par l'opinion la préparation à la guerre dans les années 1900-1914 s'accompagne d'appels au meurtre contre ceux qui s'y opposent. Appels entendus avec l'assassinat de Jaurès. La guerre déclarée c'est l'union sacrée pour la guerre à outrance, la chasse contre ceux qui osent prononcer le mot paix pour en finir avec cette boucherie qui n'est profitable qu'aux capitalistes.

Dès la Révolution socialiste soviétique c'est le déferlement de haine contre ces ouvriers et paysans qui ont reversé le capitalisme et entrepris de construire une société nouvelle, une société socialiste. Cela dure encore aujourd'hui tant la peur a été grande.

En janvier février 1934, prenant prétexte d'un scandale financier et antisémite « l'Action Française » conduit des émeutes qui partent à l'assaut de « la Gueuse » (la République) pour instaurer en France un régime d'inspiré de ceux d'Hitler et Mussolini.

Après les grandes grèves du Front Populaire et les conquêtes sociales de juin 1936 qui l'ont suivi le journal d'un grand patron de la sidérurgie, de Wendel écrit : « Plutôt Hitler que le Front Populaire ». Appel qui sera entendu, la presse préparant les esprits aux capitulations successives devant Hitler, à l'abandon de l'Espagne devant le coup d'état de Franco, à l'annexion de l'Autriche, aux accords de Munich qui livreront la Tchécoslovaquie aux nazis et qui qui feront dire au Ministre Daladier « Nous avons sauvé la paix pour une génération ». On connaît la suite.

Le pacte de non- agression entre l'Union Soviétique et l'Allemagne en 1939 voit un déchaînement de cette même presse contre l'URSS et les communistes français tandis que la guerre contre l'Allemagne est reléguée au second plan. C'est « la drôle de guerre ».

Le temps du déshonneur.

Après la défaite de juin 1940 toute cette presse à quelques exceptions, se vautre dans la collaboration avec l'occupant nazi, le régime de Vichy. **Le Matin** reparaît dans Paris occupé dès le 17 juin 40 avant même la signature de l'armistice, il soutient toutes les mesures de pillage de la France par l'occupant, les exécutions des otages, apporte tout son soutien politique à l'Allemagne. Tous les médias existants pratiquent le culte de Pétain, de ce chef autour duquel le pays doit se rassembler. Le régime de Vichy qui a mis à bas la République a toutes ses faveurs. Ils justifient l'annexion de l'Alsace- Moselle à l'Allemagne, les lois antijuives, approuve la politique de la 'révolution nationale' de Pétain, la 'chartre du travail' visant à associer travail et capital, appelle à la dénonciation de tous ceux qui résistent à l'occupant.

A la Libération en 1944 cette presse sera justement sanctionnée. Elle sera interdite, ses biens confisqués, quelques un de ses journalistes poursuivis et condamnés.

Pendant l'occupation 1200 titres clandestins différents sont édités à deux millions d'exemplaires. A la Libération 7 titres paraissent à Paris, des dizaines en province. Sur les 7 titres parisiens deux seuls existent aujourd'hui : **l'Humanité**, **Témoignage Chrétien**, ceux de province ont disparu depuis longtemps

Une presse plus libre. Pour peu de temps

Le Conseil National de la Résistance dans son programme proclame « dans la France libérée la liberté de la presse, son honneur et son indépendance à l'égard de l'Etat, des puissances d'argent et des influences étrangères ».

La Fédération Nationale de la Presse Française indique dans sa charte : « la presse n'est pas un instrument commercial mais un instrument de culture ».

Les ordonnances sur la presse de 1944 indiquent « qu'il est impossible pour un même patron d'être aux commandes de plusieurs titres »

Les beaux idéaux proclamés en 1944 n'ont pas résisté à la réalité de l'économie capitaliste. Lénine avait raison lorsqu'il écrivait : La liberté de la presse est une duperie tant que les meilleures imprimeries et les plus gros stocks de papier sont accaparés par les capitalistes, tant que demeure le pouvoir du capital sur la presse... Les capitalistes qualifient de liberté de la presse la liberté d'utiliser leurs richesses pour fabriquer et falsifier ce qu'on appelle l'opinion publique.

Qui va payer les conséquences de la guerre et de la reconstruction ? Les travailleurs ou le capital ? Pour la majorité de la presse la réponse est évidente, ce n'est pas le capital qui s'est mis tout entier au service de l'occupant, c'est donc au peuple de payer.

Après quelques avancées significatives, nationalisation de quelques banques, de Renault, des mines, la mise en place de la Sécurité Sociale, c'est très vite le refus

des revendications salariales et de l'amélioration des conditions de vie de la part du patronat et du gouvernement. La presse, à quelques exceptions près dont « l'Humanité » emboîte le pas, explique qu'il est nécessaire de faire des sacrifices pour le redressement du pays.

Les mêmes relancent les campagnes contre l'Union Soviétique. Il faut vite faire oublier le rôle décisif qu'elle a joué dans l'écrasement de l'Allemagne d'Hitler, dans la libération des peuples.

Cette presse voit « la main de Moscou » partout, dans les luttes sociales, dans l'exigence des peuples colonisés à leur indépendance. C'est le cas pour Algérie avec la répression des manifestations pour l'indépendance du 8 mai 1945 et la sanglante répression qui s'en suit (45.000 morts), en Indochine où de Gaulle envoie dès 1945 l'armée face à un peuple qui veut vivre libre. Neuf ans de guerre s'en suivront pour se terminer par la défaite de Dien Bien Phu, l'indépendance du Viêt-Nam.

Mais avec la guerre d'Algérie la presse va atteindre les bas-fonds du mensonge, de l'ignominie. Reprenant la thèse des colonialistes et du gouvernement elle proclame que « l'Algérie c'est la France », les Algériens qui luttent pour l'indépendance sont des « terroristes » qu'il faut mater par une répression sans faille. Elle va justifier les regroupements de population, la torture, les condamnations à mort, les exécutions sommaires. Elle va justifier un acte de piraterie internationale en applaudissant au détournement de l'avion du roi du Maroc qui transportait les dirigeants de la résistance algérienne livrés aux militaires français (le ministre de la justice de l'époque F. Mitterrand approuve) ou l'intervention anglo-franco-israélienne contre l'Égypte en 1956 pour la contraindre d'abandonner la nationalisation du canal de Suez.

Pour « l'Humanité » c'est les saisies pour « atteinte au moral de la nation ou atteinte à l'honneur de l'armée ». La censure est rétablie, ce qui permet que seule l'information officielle soit diffusée, sans que cela entraîne des protestations de la presse aux ordres.

Cette même presse va soutenir toutes les interventions contre les peuples menés par les États-Unis que ce soit au Viêt-Nam, en Amérique Centrale, à Cuba, au Chili et en Amérique du Sud.

Arrêtons là sur le passé, voyons aujourd'hui

Pour le capitalisme la presse est une marchandise qui doit rapporter des profits.

C'est l'explication des disparitions de titres, de leur vente, des fusions acquisitions. **Le groupe l'Express l'Expansion et 7 autres titres qui en dépendent sont vendus. Détenu par Roularta, un groupe belge, il est acheté Patrick Drahi, patron de Numéricable SFR, de Noos, Portugal Télécom qui se constitue un véritable empire de presse. Son associé Marc Laufer lui apporte quatre autres titres et une radio en Israël le groupe va peser 360 millions de chiffre d'affaires. Le troisième associé n'est autre que B. Ledoux de « Libération ».** C'est un banquier qui sort de chez Morgan Stanley, B. Mourad qui va assurer la direction de cet énorme groupe multimédia ainsi créé.

Le groupe Sud-Ouest vient de vendre Le Midi Libre et d'autres titres à la Dépêche du Midi. Raison : rentabiliser le groupe. Conséquence : 346 suppressions de poste d'ici à 2018.

B. Tapie propriétaire de la Provence et de Corse Matin a pris une importante participation dans Nice Matin en difficulté financière pour « sauver le titre » dit-il. Sauvetage qui entraîne 130 suppressions d'emplois.

Un cas d'école : « **Libération** »

En difficultés financières depuis des années « **Libération** » a vu entrer dans son capital deux actionnaires de poids, **la banque Rothschild et B. Ledoux** un grand promoteur immobilier. Les difficultés persistent, une nouvelle recapitalisation est urgente. La banque ne veut pas remettre au pot c'est B. Ledoux qui fait la mise et devient en 2014 actionnaire principal, avec une idée en tête : faire de « Libération » pas seulement un journal mais une marque avec centre culturel, restaurant, réseau social. Devant la protestation des journalistes il déclare : « **Le journal n'appartient pas aux journalistes, l'immeuble qui l'héberge non plus, on n'est pas en Union Soviétique** ». (« **Les Echos** » 31.03. 2014). Et pour être bien compris il ajoute le journal « **doit être rentable** ». Message reçu par les journalistes. Leur liberté de conscience s'arrête là où commence la propriété privée des moyens de production.

« **Le Figaro** »

Après avoir appartenu à divers capitalistes dont le milliardaire **Robert Hersant** le journal, en difficulté financière, tombe dans l'escarcelle du **groupe Dassault en 2004. 268 journalistes doivent quitter le groupe** (10% des effectifs) et S. Dassault construit une rédaction à sa botte. Il fixe la ligne éditoriale : « Mon groupe doit posséder un journal pour y exprimer son opinion. Il permet de faire passer un certain nombre d'idées saines... par exemple les idées de gauche ne sont pas saines ». Jamais « le Figaro » n'a écrit sur la nécessité du désarmement, sur la réduction des crédits militaires. Quand le propriétaire est un marchand d'armes il vaut mieux pour les journalistes être prudents sur ces questions. Toujours au nom de la liberté de conscience si chère à chacun d'entre eux.

La presse aux mains des groupes capitalistes a une autre fonction. Une fonction idéologique chargée de diffuser les idées du capital.

Tous les moyens d'informations reprennent les arguments du patronat. Ils parlent tous des charges sociales trop élevées qui pèsent sur les entreprises, du coût du travail, de la rigidité du marché de l'emploi, du Code du Travail trop protecteur qu'il faut alléger voire supprimer et le remplacer par des accords au niveau des branches et des entreprises, sur l'âge du départ en retraite, sur les cadeaux sociaux et fiscaux. De même pour l'explication de la crise qui serait le fait des banques, voire des traders et non du système capitaliste ce qui permet de ne pas le condamner mais de proposer une moralisation qui ne vient jamais. Et pour cause le capitalisme n'est pas là pour satisfaire les besoins de l'humanité mais pour le profit. Elle ne trouve pas scandaleux que les dix familles les plus riches du monde possèdent autant de revenus que trois milliards et demi d'êtres humains, que leur richesse soit passée de 1600 milliards de dollars à 1900 milliards en trois ans, que les inégalités se creusent tous les jours.

Le quotidien financier « **les Echos** », se félicite de l'augmentation continue des dividendes des sociétés du CAC 40. 43 milliards en 2013, 56 en 2014. Les autres n'en parlent pas. Cela évite des explications difficiles pour justifier l'austérité qui frappent le peuple.

Les travailleurs qui luttent sont l'objet de toutes les insultes, y compris celles de « terroristes » puisqu'ils prennent 'en otages' les usagers des transports. A ces luttes contre la politique du capital les solutions individuelles sont mises en avant.

Cette presse justifie sans broncher toutes les interventions militaires françaises au nom des intérêts de la France, en réalité des intérêts du capitalisme français et international pour s'ouvrir des marchés, contrôler les ressources naturelles, les

routes commerciales. Alors qu'elle appelle sans cesse aux économies sur le budget de l'Etat elle ne remet jamais en question le coût des dépenses liées à ces opérations.

La publicité une arme redoutable pour la liberté de la presse.

La publicité est indispensable à la presse qui ne peut vivre de son seul lectorat. L'essentiel des budgets de publicité vient des grands groupes capitalistes qui s'assurent ainsi un deuxième contrôle sur la presse.

Peugeot peut annoncer qu'il ferme une usine à Aulnay sans que cela soulève question sur l'avenir industriel, sur l'augmentation du chômage. En échange des millions de publicité la parole patronale est largement diffusée, les promesses faites aux salariés mises en avant, leur lutte pour conserver leur emploi présentée comme passéiste qui refuse la réalité du monde d'aujourd'hui.

C'est celui qui paye qui décide. Gare au journal qui l'oublierait.

Le refus du débat, le refus de faire connaître d'autres solutions.

« Communistes » existe depuis 2002. Il est implanté dans le pays, intervient dans la vie politique, présente des candidats aux diverses élections, est présent dans les luttes, dans les entreprises, à l'université, dans les quartiers. Il édite un journal, il a un site web et un hebdo internet.

« **Communistes** » a surtout un programme politique unique en France. Il propose l'abolition du capitalisme et la construction d'une société socialiste où les grands moyens de production et d'échange seraient la propriété du peuple.

Eh bien depuis que nous existons aucun média ne nous a proposé d'exposer chez lui notre point de vue, avec nos propositions et solutions à la crise que connaît le pays.

D'autres qui ne représentent qu'eux même ont un large accès à ces mêmes médias. Ils ont sur nous un avantage énorme, ils ne remettent pas en cause la dictature du capital.

Oui la liberté de la presse passe aussi par la lutte contre le capital qui ne connaît qu'une liberté, la sienne.

La main mise capitaliste sur la presse sur son secteur public audio et TV

Le service public audio et TV

Le service public audio existe depuis 1924. Jusqu'en 1939 il cohabite avec un secteur privé. De 1940 à 44 il se vautre dans la collaboration en exécution des directives de Vichy et de l'occupant. A la Libération il passe sous le contrôle du gouvernement provisoire et des gouvernements qui se sont succédé depuis.

A sa naissance la télé est publique, le groupe France Télévision l'est toujours mais les gouvernements vont favoriser l'apparition de nombreuses chaînes privées qui relayeront facilement leur propagande dans tous les domaines...

Comme le déclarait G. Pompidou dans les années 1970, le service public de l'audio-visuel est « la voix de la France ».

C'est un Conseil de l'Audio- visuel (CSA) qui chapeaute le service public. Ces membres sont nommés par le Président de la République (qui nomme aussi le Président du CSA), par les Présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat. Il est

évident que ces hommes politiques pour qui le capitalisme est le seul système qui tienne, vont faire des nominations qui ne remettent jamais en cause leurs orientations.

Le CSA est composé aujourd'hui d'un ancien chef de cabinet de L. Jospin (premier ministre socialiste 1977-2002) d'un ancien sénateur Union Centriste, d'un ancien journaliste au « Figaro » de 1971-81, d'une journaliste de FR3, d'un fonctionnaire ancien membre du cabinet (1986-88) du ministre de droite de la Culture, d'une ancienne rédactrice en chef au « Figaro » (2003-07), d'une rédactrice en chef adjointe au « Point » (2007-13). Avec un tel aréopage le pouvoir peut dormir sur ses deux oreilles, quand le CSA désigne les PDG des chaînes publiques !

La radio

Elle comporte 7 chaînes dont une Radio Bleu avec une station par région. Une force de frappe considérable qui diffuse tous les jours les positions du gouvernement, justifie les mesures d'austérité, la politique d'interventions militaires. Elle est plus que jamais « la voix de la France », des grands groupes capitalistes et des gouvernants à leur solde.

Mieux ou pire, elle offre tous les jours une tribune à des journalistes qui écrivent dans d'autres journaux, bien-pensants cela va de soi. **Sur France Inter tous les matins un journaliste 'des Echos', journal du multimilliardaire B. Arnault vient expliquer sans aucun contradicteur les exigences du patronat. Pareil le samedi matin avec un journaliste de BFM Business. Chaque soir c'en est un du Monde qui vient donner la ligne de ce qu'il faut croire en politique étrangère, là encore pour appuyer la ligne gouvernementale.**

Le plus souvent ces bulletins d'info, comme à la TV, ouvrent sur des faits divers qui permettent, avec l'aide d'experts en tous genres invités pour l'occasion à discourir sans fin sur pas grand-chose et à passer très vite sur les questions qui sont au premier rang des préoccupations des Français : salaires, emploi, logement, école. Comme toute la presse elle regrette que « l'union nationale » ne se soit pas étendue au dialogue social et que les négociations patronat-syndicats ont - pour l'instant- capoté devant les prétentions patronales. C'est la montée de la « guerre » à laquelle serait confronté la France face au terrorisme ce qui impose la poursuite de cette « union nationale » lancée par Hollande, largement développée dans ses conférences de presse et reprises par tous les journalistes et autres experts derrière leurs micros et caméras. La radio, comme la TV, organise de nombreux « débats » mais toujours entre gens de bonne compagnie qui sont en désaccord sur des points de détail mais d'accord sur le fond : il n'y a rien de mieux que le capitalisme.

Ceux qui travaillent pour Radio France doivent savoir jusqu'où il ne faut pas aller. Le directeur des programmes, P. Val (ex rédacteur en chef de Charlie Hebdo) a fait virer deux humoristes qui à ses yeux avaient le tort de trop se moquer de Sarkozy, il a supprimé l'émission de D. Mermet qui dénonçait les dérives les plus excessives du capitalisme, sans pour autant demander son abolition. **A notre connaissance il n'y a pas eu de de protestation devant ces licenciements de tous ces journalistes qui se disent libres de leurs consciences et de leurs paroles.**

Le 11 février 2015 l'ensemble des personnels de Radio France était en grève, à l'exception des journalistes. La raison : les difficultés financières de la radio. La cause : le non versement par l'Etat de 67 millions prévus par le contrat qui lie la radio et l'Etat. La direction de la radio accepte cette situation et s'adapte. Elle a

passé au privé certains services, entend poursuivre dans cette voie, avec comme suite les suppressions d'emplois. C'est la poursuite de la casse du service public, son ouverture au privé, l'Etat conservant l'essentiel : le contrôle de l'information.

France Télévision.

Avec ses 6 chaînes (dont 24 stations régionales) et 9 outre-mer, c'est une force de frappe énorme au service du pouvoir. Celui-ci aime mettre en avant sa vocation culturelle, éducative, sans lui en donner les moyens. Comme les autres services publics elle est frappée par les restrictions budgétaires. **Entre 2012 et 2015 c'est 361 suppressions d'emplois dites volontaires et 650 équivalents temps plein** qui ont touché les personnels.

Les falsificateurs de l'histoire.

2014 et 2015 ont vu ou vont voir la commémoration de dates qui ont marqué l'histoire récente du monde. La TV et FR2 en particulier lui accordent une large place.

1914

FR 2 lui a consacré une série en six épisodes intitulée « la folie des hommes ». D'après les auteurs une série de malentendus serait responsable de la guerre, presque en dehors de la volonté des gouvernements, sa poursuite due à une « folie ». **C'est une contre vérité manifeste.** Le déclenchement de la guerre résulte de la volonté de repartage du monde des puissances impérialistes européennes que sont la France, l'Angleterre, la Russie tzariste, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie. Sa préparation, son déroulement vont permettre des profits énormes aux capitalistes des Etats engagés dans le conflit. « On croit mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels » écrit Anatole France au lendemain de la guerre. A l'issue de celle-ci c'est le redécoupage des frontières en Europe, au Moyen Orient, en Afrique, au profit des vainqueurs.

De tout cela FR2 n'a pas parlé. Il y a des sujets tabous à ne pas aborder dans une télé « libre ».

Le débarquement du 6 juin 1944.

Personne n'a l'intention de mettre en doute le courage des soldats américains, anglais et des quelques français qui sont jetés le 6 juin à l'assaut des plages de Normandie, ni la dureté des combats qui vont se poursuivre pendant plusieurs semaines. Ils ont apporté une part importante dans la défaite du nazisme. **De là à présenter la guerre à l'Ouest comme décisive dans cette défaite, il y a une volonté évidente de tordre le cou à l'histoire.**

La deuxième guerre mondiale en Europe, la défaite du nazisme s'est d'abord jouée sur le front de l'Est où l'armée Soviétique a brisé la machine de guerre mise en place par Hitler et les capitalistes allemands. Cette machine ne visait pas seulement la conquête de territoires, elle visait la liquidation du socialisme que construisaient depuis 1917 les peuples de l'Union Soviétique.

Si il est difficile de ne pas faire état de la défaite allemande à Stalingrad ou de la prise de Berlin par les Soviétiques que d'omissions, que de non-dits ! Depuis la première grande défaite infligée à l'armée allemande devant Moscou en 1941 qui démontre au monde entier qu'elle peut être vaincue, depuis la bataille de Kursk pendant l'été 1943, et l'avancée de 300 à 600 kilomètres réalisée au printemps et l'été 1944 sur tout le front qui libère les territoires soviétiques mais aussi la Roumanie, la Bulgarie, une partie de la Yougoslavie et de la Pologne. Action qui explique qu'Hitler ne peut retirer du front Est un seul soldat, pour l'envoyer à

l'Ouest ce qui facilitera grandement l'avancée des troupes débarquées le 6 juin en Normandie et pas avant. On comprend pourquoi.

Dire cela ne fait que remettre la vérité historique à sa place.

La libération d'Auschwitz

Le 70ème anniversaire de la libération de ce camp de la mort par l'armée Soviétique vient d'être commémoré. Comme F. Hollande y a participé sur place FR 2 a retransmis en direct la cérémonie et a consacré plusieurs heures d'émission sur le génocide des populations juives des territoires occupés par les nazis.

Mais cette volonté de présenter le régime nazi comme avant tout antisémite et raciste, masque le fondement de ce régime. C'est d'abord et avant tout le régime du capitalisme allemand qui l'a porté au pouvoir pour faire barrage au socialisme. L'écrasement de la Révolution en Allemagne au cours de l'hiver 1918-19 n'a pas fait disparaître le conflit de classe qui traverse l'Europe au sortir de la guerre. Capitalisme où socialisme traverse la vie politique. En Allemagne ou la force du Parti Communiste inquiète le grand patronat, Hitler va lui apparaître comme la solution. Pour la conquête de nouveaux marchés et territoires, pour les profits tirés du réarmement et de la guerre. Hitler le lui rend bien. Dès son arrivée au pouvoir le Parti Communiste, les syndicats sont interdits, les communistes jetés dans les camps de concentration dans lesquels ils seront rejoints par les sociaux-démocrates, puis par tous ceux qui s'opposent au régime. La chasse aux communistes, leur élimination est la priorité dans tous les territoires occupés.

L'autre aspect passé sous silence est l'utilisation de tous les déportés comme main d'œuvre au service du patronat allemand. Dans tous les camps la sélection à l'arrivée existe. Les inaptes au travail sont éliminés immédiatement. Tous les autres sont mis au travail dans les usines montées dans les camps, y compris à Auschwitz, par le patronat allemand qui va augmenter encore plus ses profits.

Lors des procès après la guerre ces mêmes patrons vont échapper au châtement pour le soutien et le profit qu'ils ont tiré du régime nazi. Après quelques mois de prison ils vont retrouver leurs usines, continuer ce qu'ils avaient commencé, la lutte contre le communisme.

Ces silences, ces non-dits dans ces émissions à caractère faussement historique font partie, comme le reste, d'une véritable guerre idéologique menée par l'Etat au service du capital. **Le service public de l'audio-visuel ne sera au service du public qu'une fois débarrasser de la tutelle de l'Etat capitaliste.**